

Comité Technique Local du 14 SEPTEMBRE 2021 Déclaration Liminaire

Madame la Présidente du CTL,

Ce Comité Technique Local réuni aujourd'hui, en deuxième convocation, a parmi ses sujets à l'ordre du jour :

une réorganisation du réseau des CGR, une présentation du projet « foncier innovant » ou encore une campagne 2021 de recrutement d'agents contractuels tout ce qui pourrait s'apparenter à des thèmes futuristes et alarmants de la DGFIP que nous ne pouvons que déplorer !

Les effets dévastateurs de la première vague auront à peine eu le temps d'émerger que la deuxième vague du NRP est déjà en route :

des restructurations et réorganisations précipitées pour tenir le calendrier convenu avec la DG, des SGC à peine installés et déjà fragilisés, des SIP et SIE remaniés pour faire face aux suppressions d'emplois, des agents déboussolés ne se reconnaissant plus dans les organisations mises en place !

Mais qu'importe, pour la Direction Générale, il faut aller vite, sans tenir compte des impératifs techniques, des problèmes engendrés...et d'une certaine crise sanitaire, qui a pourtant bouleversé notre quotidien.

Jamais elle n'a pris le temps d'analyser les conséquences de sa politique en terme d'emplois et d'organisation du réseau.

A peine concède-t-elle à faire appel tout de même à une partie des listes complémentaires des lauréats de concours B et C pour pallier au plus urgent face à l'état catastrophique de ses services.

Vous nous direz sûrement Madame la Présidente du CTL que les RH accompagnent et règlent les problèmes au mieux dans un tel contexte et qu'il ne faut pas noircir le tableau de nos services toujours en quête de modernisation, d'efficacité etc

Toutefois, nous pouvons assurément vous affirmer que votre volonté de minimiser la situation actuelle, est totalement déconnectée de la réalité du terrain avec toujours plus de pression ressentie pour les agents dans leurs tâches quotidiennes.

Nous avons pu voir ce phénomène s'accélérer lors du mouvement local de mutations 2021 donnant un réel aperçu du désarroi régnant au sein de certaines structures.

Et nous avons bien pu constater que les agents sont de plus en plus anxieux pour leur avenir professionnel face à toutes ces restructurations et réorganisations de services !

Et le moins qu'on puisse dire, c'est qu'avec les perspectives à venir de nouvelles délocalisations de mission dans un département donné (que la DG appelle relocalisations), le mal-être des agents ne fera que s'accroître.

Il n'y a qu'à voir les derniers résultats des observatoires internes pour s'en persuader.

Mais cela, la Direction Générale ne veut pas le voir et continue son chantier de « destruction » du réseau.

Quelle mission sera délocalisée et rayée des BDR après celle du Centre de Gestion des Retraites (CGR) ?

Avez-vous conscience, vous, Madame la Présidente du CTL, ainsi que la DG de ce que cela engendre psychologiquement pour les agents d'avoir une telle épée de Damoclès sur la tête qui impacte leur vie professionnelle et personnelle ?

Nous n'épilouterons pas plus sur ce sujet. Notre position concernant le NRP reste inchangée.

FO DGFIP 13 reste fermement opposé à cette géographie tellement revisitée qu'elle en perd tout son sens dans l'exercice de nos missions !

Comment peut-on imaginer un instant que le maillage territorial vendu par la DG comme une avancée du service public, puisse répondre aussi efficacement que la réponse de l'ensemble des agents des finances publiques qui, jour après jour, n'ont eu de cesse de démontrer leurs compétences et leur capacité d'adaptation malgré tout !

À l'ordre du jour de ce CTL figure également **le bilan de la campagne déclarative 2021.**

Pour FO DGFIP 13, force est de constater que, si la propagande de la DGFIP consiste à mettre toujours plus en avant les canaux dématérialisés de l'accueil, sur le terrain, les services sont exsangues.

Dans ce contexte, les directions locales ont mis en place une organisation ubuesque créant le cercle vicieux des renforts entre services qui finissent par devoir être renforcés parce qu'ils sont eux-mêmes renforts... À ce jeu-là, il ne faut pas être le dernier service à qui on fait appel... parce qu'on ne voit jamais les renforts arriver !

Cette situation met cruellement en lumière le manque d'effectifs que nous dénonçons depuis des années, démontrant plus que jamais les effets délétères des suppressions d'emplois sur le fonctionnement des services et les conditions de travail des personnels.

S'il est une action à porter au crédit de la DG, c'est d'avoir réussi à démotiver de nombreux collègues, même les plus investis :

perte du sens du travail, des priorités, ordres et contre-ordres, manque de reconnaissance et on en passe...avec même des agents de nos SIP des BDR réquisitionnés en appui téléphonique des centres de contact en manque d'effectifs !

Mais en fait, n'est-ce pas l'objectif poursuivi de la DG de déboussoler nos agents titulaires ?

Puisque maintenant elle ne lésine pas à recruter des contractuels, conséquence funeste de la Loi de transformation de la fonction publique d'août 2019 qui en permet le recrutement.

Avec en toile de fond : une mise sous pression des titulaires, moins à même de demander par exemple des améliorations de leurs conditions de travail actuelles.

Ces 12 recrutements que vous nous présentez lors de ce CTL démontre bien une nouvelle fois vers quoi la DGFIP veut se projeter : **une précarisation de ses agents et de leurs missions.**

Nous ne revendiquons pas des « pansements » face aux manques d'effectifs mais bien des emplois statutaires assurant l'avenir de la DGFIP.

Il est entendu que de tels recrutements ne peuvent que nourrir les plus vives inquiétudes chez les agents puisque le projet d'agences uniques de recouvrement ou la mise en place déjà effective du service de paiement de proximité n'est ni plus ni moins qu'une forme de privatisation de la mission de recouvrement de l'impôt sans oublier un récent groupe de travail national menaçant la mission des centres d'encaissement !!

D'autres missions commencent à être délocalisées (dans le contrôle fiscal, les SIE, la sphère foncière etc) et tout laisse à croire que la DG poursuivra sur ce terrain dangereux du recrutement de contractuels au statut précaire pour pourvoir aux emplois.

Dans ce contexte de tensions et de fortes inquiétudes, FO DGFIP 13 réitère sa revendication d'arrêt des réformes en cours et du RETRAIT du NRP, projet hors sol de démantèlement du réseau de la DGFIP, dont les conséquences pèseraient encore plus lourdement et négativement sur l'organisation des missions et les conditions de travail des personnels.

Pour votre premier CTL dans les BDR Madame la Présidente, vous arrivez avec également un NRP mis en place dans votre précédent département, et nous avons bien du mal à croire que vous pourriez amender celui mis en place dans le nôtre.

C'est pour cela aussi qu'après lecture de cette déclaration, nous quitterons la séance.

Il est bien aisé de comprendre qu'un dialogue social constructif passerait par un recul sur le NRP de la part de la direction locale en reconnaissant que les conditions de travail actuelles des agents ne sont pas compatibles avec une telle réforme nauséabonde pour l'avenir de notre réseau.